

Tendances conjoncturelles

3^e trimestre 2012

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE EN NOUVELLE-CALÉDONIE

Léger redressement du climat des affaires

L'indicateur du climat des affaires (ICA) se redresse de 5 points au troisième trimestre mais demeure en deçà de sa moyenne de longue période (-6,7 points).

Cette évolution est imputable à des anticipations plus optimistes des chefs d'entreprise en matière d'investissement, de trésorerie et d'effectifs. En revanche, l'activité continue d'être jugée en baisse, pour le cinquième trimestre consécutif, et devrait le rester au prochain trimestre.

Indicateur du Climat des Affaires (ICA)
(100 = moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM

La plupart des indicateurs macroéconomiques présentent une orientation moins défavorable qu'au deuxième trimestre : la consommation des ménages se redresse légèrement, dans un contexte de stabilisation de la hausse des prix. L'incertitude demeure toutefois présente, le marché du travail est moins dynamique alors que les entreprises hésitent encore à investir.

Les indicateurs sectoriels sont également mieux orientés qu'au trimestre précédent. La production minière et métallurgique s'améliore, malgré l'arrêt temporaire de production de l'usine du Sud. La dégradation dans le secteur du BTP s'estompe progressivement, avec le démarrage de nouveaux chantiers. Le secteur touristique ressort en légère dégradation, mais entrevoit une tendance plus positive au prochain trimestre.

L'ACTIVITÉ CONTINUE DE RALENTIR DANS LA ZONE ASIE-PACIFIQUE

Le taux de croissance de l'économie chinoise s'élève à +2,2 % au troisième trimestre. Sur un an, la croissance chinoise atteint son plus bas niveau depuis le premier trimestre 2009, à +7,4 % à fin septembre. L'indice de prix à la consommation a progressé de 1,9 % en glissement annuel, tiré par la hausse des prix des produits alimentaires (+2,5 %).

L'économie japonaise confirme son repli. Le PIB recule de 0,9 %, impacté par la baisse de la production industrielle et le creusement du déficit commercial. Pour relancer l'activité économique, la Banque du Japon (BoJ) a décidé, le 19 septembre, de laisser inchangé son taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 1 % et d'adopter un quatrième programme d'assouplissement quantitatif de 10 000 milliards de yens.

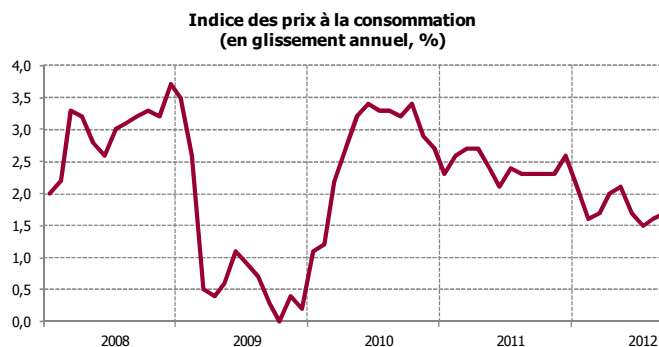
En Australie, l'indice des prix à la consommation progresse de 1,4 % sur le trimestre et de 2 % sur un an. Cette hausse concerne principalement les prix de l'électricité, du gaz et autres combustibles. Elle découle notamment de l'introduction, au 1^{er} juin 2012, d'une taxe carbone. La Banque centrale australienne a annoncé, le 2 octobre, la baisse de son principal taux directeur à 3,25 % (-0,25 point) afin de soutenir une économie affectée par la crise de la zone euro, le ralentissement de l'économie chinoise et la baisse des cours miniers.

En Nouvelle-Zélande, le PIB a progressé de 0,6 % au deuxième trimestre et de 2 % en glissement annuel. Cette hausse est imputable principalement aux performances du secteur agricole (+4,7 %). L'indice des prix à la consommation enregistre une légère hausse (+0,3 %), tirée principalement par les produits alimentaires (+1,1 %). Le taux directeur de la Banque centrale néo-zélandaise demeure inchangé à 2,5 %, selon la décision du 13 septembre 2012.

Stabilisation de la hausse des prix

La hausse de l'indice des prix à la consommation s'atténue au troisième trimestre (+0,3 % après +0,7 % au deuxième trimestre). Cette évolution s'explique par la contraction des prix de l'énergie (-1,6 %), en lien avec l'évolution des prix des carburants, et compense le renchérissement des prix des services (+1,0 %) et des produits alimentaires (+0,8 %).

Sur un an, l'inflation s'établit à +1,7 %, comme au deuxième trimestre. Les prix de l'alimentation et des services constituent les principaux contributeurs à cette évolution, augmentant chacun de 2,5 % en glissement annuel.



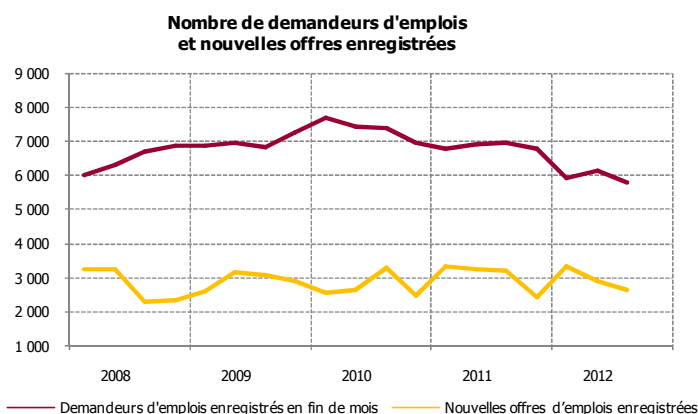
Source : ISEE

Dans le cadre de la réflexion sur la « vie chère », l'Autorité de la concurrence a remis en septembre deux rapports d'analyse relatifs aux structures de contrôle en matière de concurrence et aux mécanismes d'importation et de distribution des produits de grande consommation, mettant ainsi un terme à la mission d'expertise qui lui avait été confiée par le Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie le 14 février dernier. Dans ses recommandations, l'Autorité préconise notamment le renforcement de la concurrence en amont en agissant sur la structure du marché, plutôt que le contrôle des prix de détail, et propose la création d'une autorité de la concurrence localement.

Un marché du travail moins dynamique

Le nombre de demandeurs d'emploi (CVS) se replie de 5,2 % au troisième trimestre, retrouvant une tendance baissière après le rebond du trimestre précédent. Toutefois, les nouvelles offres d'emploi déposées auprès des services de placement sont de nouveau en recul ce trimestre, à -10,6 % (CVS), reflétant le moindre dynamisme du marché du travail. Ce ralentissement est plus prononcé en Province Nord (-15,4 %), qu'en Province Sud (-7,6 %), en rapport avec la fin du chantier de l'usine du Nord.

Sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi s'inscrit en baisse de 16,4 % alors que le nombre d'offres d'emplois enregistrées chute de 19,7 %.

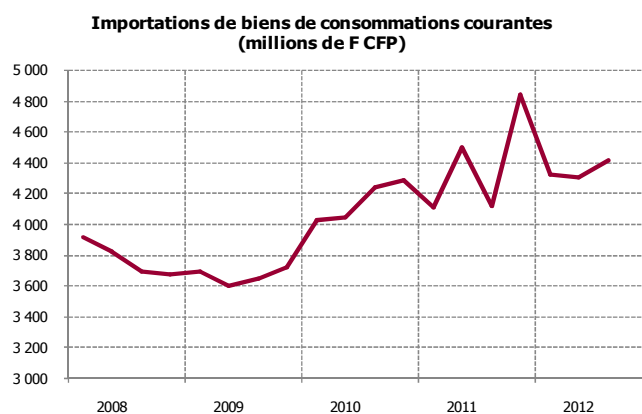


Source : IDCNC, désaisonnalisée par l'IEOM

La consommation des ménages en légère augmentation

La demande des ménages présente quelques signes d'amélioration au troisième trimestre. Sur la période, les importations de biens de consommation courante ressortent en hausse de 2,7 % et les immatriculations de voitures particulières neuves de 8,9 %. Les importations de produits alimentaires, boissons et tabac (exclus du panier des biens de consommation courante) s'inscrivent pour leur part en recul de 5,8 % sur le trimestre.

Selon l'enquête de conjoncture, les professionnels du secteur du commerce font état d'une activité moins dégradée qu'au trimestre précédent mais ne prévoient pas d'amélioration significative au prochain trimestre.



Source : Douanes, ISEE, désaisonnalisée par l'IEOM

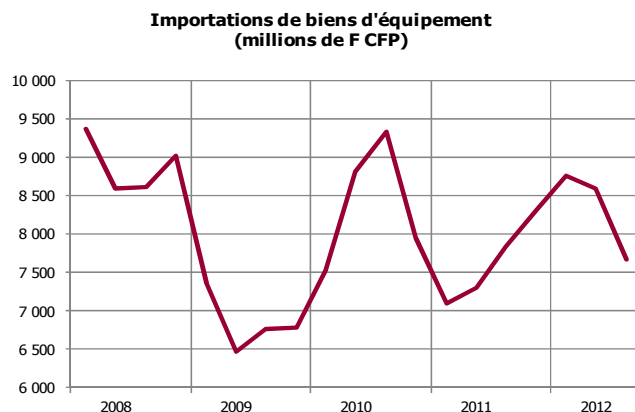
Les indicateurs de vulnérabilité des ménages se dégradent légèrement, avec une hausse modérée des décisions de retrait de cartes bancaires (+2,4 %) et du nombre de personnes physiques en situation d'interdiction bancaire (+1,3 %). L'encours du crédit à la consommation des ménages progresse de +1,7 % sur le trimestre et de +3,7 % en glissement annuel.

Evolution mitigée de l'investissement

Les indicateurs d'investissement des entreprises présentent des évolutions contrastées. Les importations de biens d'équipement professionnel sont en baisse de 10,8 % sur le trimestre. A l'inverse, les immatriculations de véhicules utilitaires progressent fortement (+21,1 %), après trois trimestres consécutifs de repli. L'encours des crédits d'investissement des entreprises est bien orienté, à +1,5 % sur le trimestre et +6 % en glissement annuel.

Les prévisions d'investissement à un an des chefs d'entreprise demeurent négatives, mais sont moins dégradées que le trimestre précédent grâce notamment au secteur du tourisme et du commerce.

Le crédit immobilier en faveur des ménages maintient une orientation favorable (+0,9 % sur le trimestre et +7,8 % en glissement annuel).



Source : Douanes, ISEE, désaisonnalisée par l'IEOM

Amélioration de la balance commerciale

Au troisième trimestre, les importations enregistrent une baisse de 3,3 %, due principalement à l'achèvement du programme d'achat des ensembles industriels nécessaires à la construction de l'usine du Nord. Les exportations progressent de 2,2 % et concernent principalement les minerais bruts.

Le solde de la balance commerciale en ressort légèrement amélioré, avec un déficit qui s'établit à 44,9 milliards, soit 3,2 milliards de moins que le trimestre précédent.



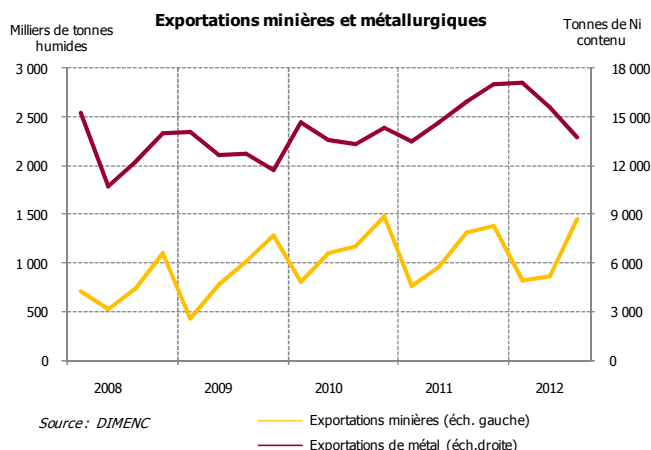
Sources : Service des Douanes, ISEE

UN CLIMAT DES AFFAIRES MOINS DÉFAVORABLE DANS LA PLUPART DES SECTEURS

Selon les professionnels du **secteur primaire**, l'activité reste bien orientée au troisième trimestre. Cette tendance concerne en particulier l'élevage, avec une hausse de 6,4 % des abattages de viande bovine et de +5,8 % de viande porcine (CVS, en tonnes). A l'inverse, le secteur de la pêche reste stable (-0,2 %), tandis que celui de l'aquaculture voit ses exportations de crevettes sensiblement baisser (-8,8 % CVS, en tonnes). Les professionnels prévoient néanmoins une stabilisation de leur activité au trimestre prochain.

L'activité du secteur **des mines et de la métallurgie** progresse au troisième trimestre. La production métallurgique augmente de 3,5 %, portée par les mattes (+89 %), mais reste pénalisée par l'arrêt temporaire de production de l'usine du Sud. Bénéficiant de conditions climatiques plus favorables, la production de minerais bruts continue de s'accroître (+29,3 %), soutenue par la hausse de la production tant des saprolites (+30,1 %) que des latérites (+27,6 %).

Les exportations de minerais bruts ont ainsi progressé de 38,7 % (en valeur FAB) alors que les exportations de métaux fléchissent de 6,3 %, avec le tarissement de la production des dérivés de nickel de l'usine du Sud (NHC, NiO et NOS).



Source : DIMENC

— Exportations minières (éch. gauche)
— Exportations de métal (éch. droite)

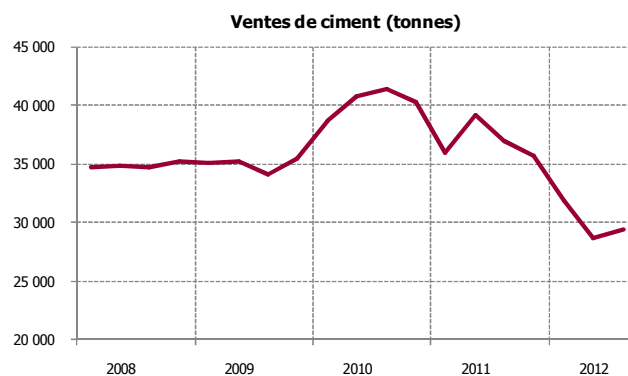
Le cours du nickel, en chute depuis le début de l'année, se dégrade de -4,8 % sur le trimestre et de -26 % en glissement annuel. Le ralentissement de la demande mondiale et l'arrivée sur le marché de nouveaux producteurs risquent d'accroître encore le déséquilibre entre l'offre et la demande et de continuer à peser sur le cours du métal.

La baisse de l'activité du secteur du **bâtiment et travaux publics** semble s'atténuer et les effectifs se stabilisent. Les ventes de ciment sont en légère hausse (+2,7 % CVS, en tonnes), soutenues notamment par la construction du Médipôle à Koutio. A l'inverse, les importations de plâtre ressortent en forte diminution (-65,5 %), signe du ralentissement de la construction de logements neufs. L'index des prix à la construction stagne pour le troisième trimestre et progresse de 5 % en glissement annuel, tous travaux confondus.

Les professionnels du BTP soulignent la persistance de difficultés de trésorerie liées à l'allongement des délais de paiement et anticipent une légère dégradation de l'activité au trimestre prochain.

Dans le secteur de **l'hôtellerie et du tourisme**, le nombre de touristes progresse de 1,5 % sur le trimestre, porté essentiellement par l'afflux de touristes métropolitains (+13,3 %). En revanche, le nombre de touristes japonais s'inscrit en repli pour le deuxième trimestre consécutif (-18,8 %).

Selon l'enquête de conjoncture, l'activité touristique devrait progresser au prochain trimestre. Les prévisions d'investissement sont également mieux orientées, avec la montée en charge de plusieurs projets hôteliers.



Source : ISEE, désaisonnalisée par l'IEOM



Source : ISEE, désaisonnalisée par l'IEOM

LA REPRISE MONDIALE S'ESSOUFFLE

La reprise de l'économie mondiale reste très fragile, toujours freinée par les effets des rééquilibrages budgétaires et la fragilité persistante du système financier, et malgré le soutien apporté par des politiques monétaires accommodantes. Les prévisions de croissance du FMI pour 2012 sont ainsi révisées à la baisse, à +1,3 % pour les pays avancés et à +5,3 % pour les pays émergents et les pays en développement.

Une reprise modeste se poursuit aux Etats-Unis, accompagnée par une faible baisse du chômage. Le FMI prévoit une croissance de 2,2 % en 2012 (après +1,8 % en 2011) et une inflation contenue à +2,0 %. En 2013, la croissance devrait progresser au même rythme qu'en 2012 (+2,1 %).

Sous l'effet de l'intensification de la crise, la zone euro connaîtrait, selon le FMI une contraction de l'activité de 0,4 % en 2012. La récession, qui touche la plupart des pays de la périphérie de la zone euro, affectés par des difficultés financières dont témoigne l'évolution des écarts de taux souverains, s'est propagée progressivement aux autres pays de la région.

La faiblesse de la croissance couplée à l'incertitude dans les pays avancés ont impacté négativement les pays émergents et les pays en développement. C'est le cas notamment en Chine où la baisse des exportations contribue au ralentissement de sa croissance qui devrait toutefois s'élever à +7,8 % en 2012.

En France, la croissance du PIB devrait être atone en 2012 (+0,1 %) tandis que le chômage continuerait de croître et que l'inflation resterait contenue (+1,9 %).

Source : World Economic Outlook, octobre 2012, FMI

Les annexes statistiques sont disponibles en téléchargement sur le site www.ieom.fr, dans la page Publications.

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : T. BELTRAND – Editeur et imprimeur : IEOM
Achévé d'imprimer : décembre 2012 – Dépôt légal : 5 décembre 2012 – ISSN 1968-6277